



Tutelle du Réseau Paulinien (SPC)

Projet Carême 19-20 en RCA

Les Sœurs de St Paul en RCA :

Fondation de la première communauté : en 1950
Nombre de Communauté : 6
Maison de formation : 1
Nombre de Sœurs : 29
Sœurs missionnaires : 6
Sœurs autochtones : 23

Arrivé en 1950 peu avant les années de l'indépendance, les sœurs s'installent d'abord dans l'Est du pays à Bangassou.

Un an après, en 1951, elle ouvre la communauté de Fatima dans la capitale, à Bangui.

Au cours des années suivantes, à la demande des évêques de différents lieux, elles s'installent sur la communauté de Boda, puis celle de Bossembélé.

Les effectifs grossissants, les Sœurs ouvrent ensuite un centre de formation ; les différentes communautés forment alors un district dont la maison ouvre aussi à la capitale de Bangui.

La dernière communauté ouverte est celle de Boganangone.

En RCA, les sœurs œuvrent dans les domaines de :

- L'enseignement (éducation dans les écoles, alphabétisation, promotion féminine...)
- La santé (les centres de la santé, dépôts des médicaments, pharmacie)
- Le social et notamment l'accueil d'orphelins cherchant refuge et protection de la guerre.

Un contexte de guerre civil depuis 30 ans

Un pays instable

La République centrafricaine, une ancienne colonie française, vit au rythme des coups d'Etat depuis son indépendance en 1960.

Le dernier en date a été mené par une rébellion venue du Nord, une région à majorité musulmane oubliée par le régime en place. En mars 2013, la Séléka a renversé le président François Bozizé, un ancien général qui avait lui-même pris le pouvoir par la force.



Un conflit meurtrier

La Séléka, une «alliance» de plusieurs groupes armés, essentiellement musulmans, prend le pouvoir en 2013 dans un climat chaotique et la situation dégénère rapidement. Pillages, tueries, affrontements.... Des milices d'obédience chrétienne d'auto-défense, se forment, les anti-Balaka (anti-machette), et le pays plonge dans la spirale des violences. En moins d'un an, 3000 civils sont tués et des centaines de milliers de personnes sont déplacées.

Une opération française et internationale (Sangaris) est lancée fin 2013 pour «*mettre fin à un cycle d'exactions et empêcher un désastre humanitaire*». La mission a duré trois ans.

La situation actuelle

Aujourd'hui, plus de 10.000 Casques bleus de la force internationale (Munisca) sont censés protéger les civils et appuyer le processus politique mais la violence est omniprésente.

L'armée Centrafricaine n'a pas les moyens de rétablir la sécurité. Elle peut compter désormais sur l'aide de la Russie qui a envoyé sur place armes et instructeurs.

Sur le plan politique, il y a un nouveau président, Faustin-Archange Touadéra, depuis 2016 mais son autorité étatique ne dépasse pas Bangui, la capitale.

Près de 80% du pays restent sous la coupe d'une quinzaine de groupes armés. *«Quand on n'a plus de sécurité, comme c'est le cas dans ce pays, on se raccroche à des bandits. Lesquels, un jour, se montrent protecteurs et, le lendemain, abusent de vous»*, expliquait à Géopolis Thierry Vircoulon, chercheur associé à l'Institut français des relations internationales (IFRI).

Des seigneurs de guerre

Toutes ces milices souhaitent contrôler les ressources du pays. *«La Centrafrique est devenue le pays malade de la région. Tous les seigneurs de guerre de la zone s'y sont installés et y font de l'argent»*, comme le précisait Thierry Vircoulon.

La Centrafrique est riche en diamants, en or et en uranium mais c'est malheureusement, l'un des pays les plus pauvres au monde.

Ce pays à peine plus grand que la France compte 5 millions d'habitants. Un sur deux dépend de l'aide internationale

Source : https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/politique-africaine/centrafrique-des-reperes-pour-comprendre-le-conflit_3054965.html



Situation sociale et enjeux de développement

- La **pauvreté reste élevée** et on estime qu'environ 71 % de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté international (1,90 dollar par jour, en parité de pouvoir d'achat) en 2018.
- Près de **643 000 personnes sont encore déplacées** à l'intérieur du pays tandis que 575 000 réfugiés centrafricains ont trouvé refuge dans les pays voisins. Selon les estimations, en 2019, 2,9 millions de Centrafricains, soit plus de la moitié de la population du pays, **devraient avoir besoin d'une aide humanitaire**, dont 1,6 million sont dans une situation d'extrême urgence. Afin de répondre aux besoins humanitaires, le gouvernement centrafricain et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) ont officiellement lancé le 7 janvier 2019 un Plan d'intervention humanitaire de 430,7 millions de dollars pour l'année 2019.
- **La RCA demeure l'un des pays les plus pauvres au monde avec de nombreux défis à relever sur le plan du capital humain.** Elle se classe tout en bas du classement de l'Indice de développement humain de l'ONU (188e rang sur 189 pays en décembre 2018) ce qui risque d'avoir de graves conséquences graves pour sa future génération. Si plus de 71 % de la population est pauvre selon les dernières estimations, on constate des améliorations dans la fourniture de services publics essentiels dans le sud-ouest du pays.
- **La mortalité maternelle est l'une des plus élevées au monde** (882 pour 100 000 naissances vivantes), tandis que le taux important de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans (179 pour 1000) illustre la gravité de la situation sanitaire.
- **La RCA fait partie des pays qui affichent les plus faibles indicateurs d'instruction et d'égalité homme-femme.** La faible qualité de l'enseignement primaires et le manque d'enseignement secondaire pour les filles, ainsi que les nombreuses violences à l'égard des femmes et des filles, avec 11 000 incidents signalés chaque année (2016), dont 74 % sont des enfants, constituent un défi urgent pour le pays.

Source : <https://www.banquemondiale.org/fr/country/centralafricanrepublic/overview>



Les Sœurs de Saint Paul dans ce contexte

Communauté de Bangassou (800km plein Est de Bangui) – 1950 -

Dans ce diocèse, tous les véhicules des religieux ont été volés y compris celui des Sœurs. Les sœurs accueillent, ici aussi, de nombreux réfugiés ; la terreur de la guerre y a fait fuir toutes les communautés religieuses à l'exception de 3 sœurs de SPC qui ont souhaités rester pour aider la population locale.

Communauté de Boda et la maison des sœurs (200km Ouest de Bangui) et Communauté de Boganangone (20km de Boda)

La communauté a été littéralement envahi par les réfugiés qui dormait à même le sol dans la maison ; il y était impossible de poser un pied pour circuler ! Mais la sœur infirmière présente a apporté un grand soutien médical et de réconfort particulièrement aux blessés de toute religion. Sur le site, on retrouve un dispensaire et une église ainsi qu'une école maternelle en dur aussi « Notre Dame de Chartres ».

Communauté de Fatima et l'école Notre Dame de Chartres – Bangui Ouest – 1951-

Cette paroisse se trouve à proximité immédiate du cœur et poumon de la guette civile, le quartier Km5, où sont regroupés la plupart des musulmans et mercenaires de Centrafrique. Elle est donc très exposée et a subi de nombreuses fois, des attaques meurtrières. Malgré la frayeur quotidienne, et dans la force de la prière à Dieu, les sœurs ont assuré l'accueil des migrants dans l'école pendant 4 ans. Sur le site on trouve actuellement un dispensaire et un centre de psychothérapie (par le jeu de sable) ; l'école maternelle, primaire et le collège Notre Dame de Chartres ; également la maison des novices (6 sœurs en 2020)

Communauté de Bossembélé (200km Nord-ouest de Bangui) - 1958 -

Situé sur la route principale de Bangui en provenance du Nord (d'où viennent les rebelles musulmans armés), cette zone s'est vidée de sa population qui s'est réfugié en brousse durant une longue période. La communauté a fait l'objet de nombreux pillage de ses œuvres tels que : l'école et le centre des handicapés. Le retour de sœurs dans cette localité a redonné courage et confiance à la population qui revient s'installer à nouveau, reconstruire les maisons détruites et tenter de reprendre la vie normale.

Dans les années 1960, avec la loi de sécularisation, l'Etat avait confisqué toutes les écoles mais l'école maternelle et la direction du primaire étaient toujours restées sous la responsabilité des sœurs dans une école reconstruite à côté. En 1990, l'Etat a finalement rendu cette « école d'Etat » qui était en incapacité de fonctionner...

Sur le site, on y trouve un récent complexe scolaire maternelle / primaire/ collège ainsi que le centre d'accueil handicap « Louis Chauvet »



Conclusion

C'est par la grâce de Dieu que les sœurs ont eu la force et le courage de résister et de rester dans leurs communautés respectives malgré les risques qui ont fait partir de ces lieux toutes les autres Congrégations.

C'est ainsi que nous pouvons chanter avec le psalmiste ce psaume...

« Sans le Seigneur qui était pour nous, quand les hommes nous assaillirent, alors ils nous avalaient tout vivants dans le feu de leur colère »

ndlr : Ps 123,2-4

Merci Seigneur !

A partir du témoignage transmis par Soeur Marie Charlotte Octobre 2019